

CHAPITRE VIII

Suspension et retrait de l'autorisation

Art. 36. § 1er. L'autorité ayant délivré l'autorisation peut, par décision motivée et selon les modalités fixées par l'Exécutif flamand, suspendre ou retirer l'autorisation anti-pollution, si les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution et les conditions d'autorisation ne sont pas respectées.

§ 2. Sauf si la décision de suspension ou de retrait de l'autorisation anti-pollution est prise par l'Exécutif flamand, l'exploitant peut exercer un recours contre cette décision auprès de l'Exécutif flamand qui statue dans un délai de deux mois. Le recours suspend la décision.

§ 3. L'Exécutif flamand fixe les modalités du recours visé au § 2 du présent article.

Art. 37. Si l'autorité compétente n'intervient pas ou de manière insuffisante, l'Exécutif flamand peut, à tout moment et par décision motivée, quelle que soit la classe de l'établissement, suspendre ou retirer en tout ou en partie, l'autorisation.

Sans préjudice des dispositions de l'article 14, les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, nul recours n'est ouvert contre cette décision.

Art. 38. Lorsque aucun recours n'a été exercé contre la suspension ou le retrait de l'autorisation ou si elle a été confirmée en appel, le bourgmestre ou si celui-ci n'intervient pas ou de façon insuffisante, les fonctionnaires désignés en vertu de l'article 29, § 1er, prennent les mesures nécessaires pour arrêter l'exploitation et, au besoin, fermer l'établissement.

CHAPITRE IX. — *Dispositions pénales*

Art. 39. § 1er. Sans préjudice de l'application des peines édictées par le code pénal, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 100 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1° celui qui exploite ou transforme un établissement soumis à autorisation sans y être autorisé;

2° celui qui ne respecte pas les dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution ou des conditions d'autorisation;

3° celui qui entrave la surveillance des établissements réglementée par ou en vertu du présent décret;

4° celui qui n'obtempère pas aux mesures des coercition imposées.

§ 2. Après avoir entendu les parties, le juge peut, par mesure de sécurité, interdire l'exploitation des établissements étant à l'origine de l'infraction, pendant les délais qu'il fixe.

§ 3. Toutes les dispositions du Livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

Art. 40. L'employeur est civilement responsable du paiement d'une amende à laquelle sont condamnés ses préposés ou mandataires ainsi que des frais de justice.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire, de la Rénovation rurale et de la Conservation de la Nature,

P. AKKERMANS

Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement,

M. LENSSENS

CHAPITRE X

Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 41. § 1er. Dans la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, les dispositions spéciales pour la Région flamand, telles qu'insérées par les décrets du 23 décembre 1980 et du 5 avril 1985, sont complétées par un article 32sexies, rédigé comme suit :

« Article 32sexies. L'autorisation visée à l'article 2 de la présente loi est accordée conformément aux dispositions du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation anti-pollution et ses arrêtés d'exécution. Les infractions aux stipulations de cette autorisation sont recherchées poursuivies et punies conformément aux dispositions du décret précité. »

§ 2. Les articles 5, 6, 7, 36, 39, 41, § 1er, 2°, 41, § 2, et 42 de la loi mentionnée au § 1er, sont abrogés pour ce qui concerne la Région flamande.

§ 3. A l'article 10, § 1er, 2°, et l'article 32ter, 2°, de la loi mentionnée au § 1er, les mots « soumis à autorisation en application de l'article 5 », sont rayés et remplacés, pour ce qui concerne la Région flamande, par « soumis à autorisation en vertu du décret du 28 juin 1985 relatif à l'autorisation anti-pollution. »

§ 4. A l'article 2 de la loi mentionnée au § 1, les mots « ou dans les égouts publics » sont ajoutés, pour ce qui concerne la Région flamande, dans le premier et deuxième alinéa après le mot « eaux ».

Art. 42. La loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, est abrogée pour les matières réglementées dans le présent décret et par ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 43. Les demandes d'autorisation introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret sont traitées selon la procédure en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

La durée de l'autorisation est limitée à vingt ans au maximum.

Art. 44. Les autorisations accordées avant l'entrée en vigueur du présent décret restent valables pour le terme fixé jusqu'à vingt ans au maximum à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 45. Tous les établissements autorisés et ceux qui seront autorisés en vertu des lois mentionnées aux articles 41 et 42, sont divisés en trois classes dès que la liste de classement prend effet. Ils tombent sous la surveillance de l'autorité compétente pour cette classe, conformément aux dispositions du chapitre VII du présent décret.

Art. 46. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par l'Exécutif flamand.

Bruxelles, le 28 juin 1985.

F. 85 — 1766

MINISTRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

27 MARS 1985. — Arrêté de l'Exécutif portant sur les mesures d'exécution du décret du 22 décembre 1983 organisant l'agrément et l'octroi de subventions aux centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 24 décembre 1981, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 2 février 1982 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu le décret du 22 décembre 1983 organisant l'agrément et l'octroi de subventions aux centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu la nécessité de prendre à bref délai les mesures d'exécution du décret du 22 décembre 1983 organisant l'agrément et l'octroi de subventions aux centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale afin de ne pas compromettre le bon fonctionnement desdits centres et considérant qu'il est dès lors justifié d'invoquer l'urgence;

Vu la délibération de l'Exécutif du 27 mars 1985;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales,

Arrêtons :

Article 1er. Un même pouvoir organisateur peut gérer plusieurs centres, qui doivent chacun satisfaire aux conditions d'agrément.

Art. 2. Chaque centre tient un registre des activités selon un modèle établi par l'Exécutif. Il contient les mentions suivantes :

1. la date de la consultation;
2. le numéro d'ordre de la consultation, quel qu'en soit l'objet, de telle sorte que le nombre total des consultations données dans le centre apparaisse à la fin de l'année;
3. la nature de la consultation : médicale, juridique, psychologique, par un assistant social ou un conseiller conjugal. Elle sera indiquée par la mention « X » dans la colonne adéquate. Cette mention sera remplacée par la mention « N » s'il s'agit d'un premier entretien avec un nouveau client;
4. le nom et la signature du membre de l'équipe qui a donné la consultation.

Art. 3. En application de l'art. 13, 3^o, il faut entendre par nouveau client, la personne qui consulte pour la première fois ou qui consulte à nouveau pour un motif différent.

Art. 4. Le registre des activités tel que décrit à l'art. 12 est gardé au centre et présenté lors de chaque inspection des services de l'Exécutif. Il est transmis à l'Exécutif, par lettre recommandée, avant le 31 janvier de l'année suivant l'exercice en cause.

Art. 5. Chaque centre tient un registre des séances d'information. Il contient les mentions suivantes :

1. la date de la séance;
2. la durée de la séance;
3. le nom du membre de l'équipe qui assure l'animation;
4. le thème de la séance;
5. l'endroit où la séance s'est déroulée;
6. le public participant à la séance (nombre de personnes, genre de public).

Art. 6. Le règlement d'ordre intérieur détermine notamment :

- a) les pouvoirs et obligations du pouvoir organisateur du centre;
- b) la répartition interne des tâches dans le centre;
- c) l'organisation de réunions régulières de concertation entre les membres du personnel du centre, permettant une supervision collective dans des conditions suffisantes de discrétion;
- d) la garantie du secret professionnel;
- e) les droits et devoirs des membres du personnel du centre.

Art. 7. La convention entre le centre et le personnel du centre précisera :

- a) l'horaire des prestations du membre du centre;
- b) le type de rémunération;
- c) la couverture des risques assurés.

Art. 8. Chaque centre tient une comptabilité selon le plan comptable suivant :

1. Recettes :
 - a) subside du Ministère de la Communauté française;
 - b) autres subventions : Province, Commune, C.P.A.S.;
 - c) interventions des clients;
 - d) ressources propres;
2. Dépenses :
 - a) salaires y compris les charges sociales;
 - b) autres rémunérations;
 - c) loyer;
 - d) eau, gaz, électricité;
 - e) téléphone;
 - f) assurances;
 - g) aménagements;
 - h) achat de matériel;
 - i) documentation;
 - j) divers.

Art. 9. Un bilan établi selon les rubriques du plan comptable est envoyé, après approbation par le conseil d'administration à l'Exécutif de la Communauté française avant le 31 mars de l'année suivant l'année en cause.

Art. 10. Le rapport annuel d'activité consiste en un commentaire du registre des activités visé à l'article 11 du décret du 22 décembre 1983 susvisé.

Il contient notamment :

- a) une évaluation qualitative des données quantitatives mentionnées au registre;
- b) le nombre de réunions de concertation entre les membres du personnel du centre;
- c) le type de population touchée tant par les consultations que par les séances d'information et d'animation;
- d) le type de problèmes abordés;
- e) une évaluation des difficultés rencontrées et des résultats obtenus dans la poursuite des objectifs assignés par le décret du 22 décembre 1983;
- f) des perspectives d'avenir compte tenu de l'évolution des activités du centre.

Art. 11. Les renseignements relatifs aux personnes appelées à intervenir irrégulièrement ou ultérieurement à l'introduction de la demande d'agrément seront communiqués à l'Exécutif de la Communauté française, avant toute entrée en fonction.

Art. 12. Les conseillers conjugaux dont les activités peuvent être subventionnées conformément aux dispositions du décret du 22 décembre 1983, sont proposés à l'Exécutif par la commission des centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale.

Art. 13. La demande de subvention des activités d'un conseiller conjugal est introduite auprès de l'Exécutif et comprend les mentions et documents suivants :

1. nom et adresse;
2. extrait d'acte de naissance;
3. une attestation de la qualité de conseiller conjugal agréé (aux conditions fixées) par l'Exécutif;
4. une attestation d'un centre agréé d'aide et d'information conjugale et familiale prouvant que le candidat travaille dans ce centre;
5. une copie de la convention passée entre le centre et le conseiller conjugal.

Art. 14. Pour être agréée, une fédération de centres doit :

1. être organisée en A.S.B.L. ou en association de fait;
2. disposer d'une structure assurant une action commune des centres regroupés dans ladite fédération. Cette action s'exerce dans les domaines suivants :

- a) représentation vis-à-vis des pouvoirs publics;
- b) action vis-à-vis de l'opinion publique;
- c) développement et promotion de l'action des centres regroupés dans ladite fédération;
- d) encadrement et formation permanente du personnel des centres;

3. regrouper au moins 10 % des centres agréés.

Art. 15. Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 1985.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

VERTALING

N. 85 — 1766

MINISTÉRIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

27 MAART 1985. — Besluit van de Executieve houdende uitvoeringsmaatregelen van het decreet van 22 december 1983 tot regeling van de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor seksuele, huwelijks- en gezinshulpverlening en -voorlichting

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van 24 december 1981, gewijzigd door het besluit van de Executieve van 2 februari 1982 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op het decreet van 22 december 1983 tot regeling van de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor hulp inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de noodzakelijkheid om binnen korte tijd de uitvoeringsmaatregelen te treffen voor de uitvoering van het decreet van 22 december 1983 tot regeling van de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor hulp inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven ten einde de goede werking van de genoemde centra niet te schaden en overwegende dat het diensgevolge verantwoord is zich te beroepen op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 27 maart 1985;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Besluiten :

Artikel 1. Een zelfde inrichtende macht mag verscheidene centra beheren die elk aan de erkenningsvoorwaarden moeten voldoen.

Art. 2. Elk centrum houdt een register van de werkzaamheden volgens een door de Executieve opgemaakt model. Het bevat de volgende vermeldingen :

1. de datum van de raadpleging;
2. het volgnummer van de raadpleging, welke ook het voorwerp ervan mag wezen, zo dat het totaal aantal in het Centrum gegeven raadplegingen op het einde van het jaar duidelijk is;
3. de aard van de raadpleging : medisch, juridisch, psychologisch, door een maatschappelijke assistent of een adviseur voor huwelijksproblemen. Ze zal in de adequate kolom worden aangeduid met de melding « X ». Deze melding zal worden vervangen door de melding « N » indien het een eerste onderhoud met een nieuwe klant betreft;
4. de naam en de handtekening van het lid van de ploeg die de raadpleging heeft gegeven.

Art. 3. Bij toepassing van art. 13, 3^o, dient er onder nieuwe klant te worden verstaan de persoon die voor de eerste maal raadpleegt of die voor een verschillende reden weer raadpleegt.

Art. 4. Het in art. 12 beschreven register van de werkzaamheden wordt in het Centrum bewaard en voorgelegd bij elke inspectie van de diensten van de Executieve. Het wordt per aangetekend schrijven aan de Executieve overgemaakt vóór 31 januari van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar.

Art. 5. Elk centrum houdt een register van de voorlichtingsvergaderingen. Het bevat de volgende vermeldingen :

1. de datum van de vergadering;
2. de duur van de vergadering;
3. de naam van het lid van de ploeg die de leiding waarneemt;
4. het thema van de vergadering;
5. de plaats waar de vergadering plaats heeft gehad;
6. het publiek dat aan de vergadering deelneemt (aantal personen, soort van publiek).

Art. 6. Het huishoudelijk reglement stelt inzonderheid vast :

- a) de machten en de verplichtingen van de inrichtende macht van het centrum;
- b) de interne verdeling van de teken in het centrum;
- c) de organisatie van regelmatige vergaderingen van overleg tussen de personeelsleden van het centrum, die in het geval van voldoende omzichtigheidsvoorwaarden een gemeenschappelijke supervisie mogelijk maakt;
- d) de waarborg van het beroepsgeheim;
- e) de rechten en de plichten van de personeelsleden van het Centrum.

Art. 7. De overeenkomst tussen het centrum en het personeel van het centrum zal nadere bepaling geven van :

- a) de dienstregeling van de leden van het centrum;
- b) het type van bezoldiging;
- c) het dekken van de verzekerde risico's.

Art. 8. Elk centrum voert een boekhouding, volgend het volgende boekhoudplan :

1. Inkomsten :
 - a) subsidie van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
 - b) andere toelagen : Provincie, Gemeente, O.C.M.W.;
 - c) tegemoetkomingen van de klanten;
 - d) eigen bronnen;
2. Uitgaven :
 - a) lonen met inbegrip van de sociale lasten;
 - b) andere bezoldigingen;
 - c) huren;
 - d) water, gas, electriciteit;
 - e) telefoon;
 - f) verzekeringen;
 - g) inrichtingen;
 - h) aankoop van materiaal;
 - i) documentatie;
 - j) diversen.

Art. 9. Een volgens de rubrieken van het boekhoudplan balans wordt, na goedkeuring door de beheerraad aan de Franse Gemeenschapsexecutieve, verzonden vóór 31 maart van het jaar dat volgt op het betrokken jaar.

Art. 10. Het jaarlijks verslag van de werkzaamheden bestaat uit een commentaar op het register van de werkzaamheden bedoeld bij artikel 11 van bovenbedoeld decreet van 22 december 1983.

Het bevat inzonderheid :

- a) een kwalitatieve waardering van de kwantitatieve gegevens vermeld in het register;
- b) het aantal vergaderingen van overleg tussen de personeelsleden van het centrum;
- c) het bevolkingstype dat geïnteresseerd was zowel bij de raadplegingen als bij de voorlichtings- en animatievergaderingen;
- d) het type van de aangesneden vraagstukken;
- e) een waardering van de onderwonden moeilijkheden en van de bekomen uitslagen in het streven naar doelstellingen die door het decreet van 22 december 1983 aan het centrum werden toegewezen;
- f) de toekomstperspectieven, rekening houdende met de evolutie van de werkzaamheden van het centrum.

Art. 11. De inlichtingen betreffende personen waarop een beroep wordt gedaan om op onregelmatige wijze of na het indienen van de erkenningsaanvraag te bemiddelen, zullen aan de Franse Gemeenschapsexecutieve worden medegedeeld, vóór de indiensttreding.

Art. 12. De adviseurs voor huwelijksproblemen wiens werkzaamheden mogen worden betoelaagd overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 22 december 1983, worden aan de Executieve voorgedragen door de commissie van de centra voor hulp inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven.

Art. 13. De aanvraag om toekenning van toelagen voor de werkzaamheden van een adviseur voor huwelijksproblemen wordt bij de Executieve ingediend en omvat de volgende vermeldingen en stukken :

1. naam en adres;
2. uittreksel van de geboorteakte;
3. een attest van de hoedanigheid van adviseur voor huwelijksproblemen die erkend is onder de voorwaarden vastgesteld door de Executieve;
4. een attest van een erkend centrum voor hulp inzake seksuele, huwelijks- en gezinsproblemen en voor voorlichting over geslachts-, huwelijks- en gezinsleven dat getuigt dat de kandidaat in dit centrum werkt;
5. een afschrift van de overeenkomst die afgesloten werd tussen het centrum en de adviseur voor huwelijksproblemen.

Art. 14. Om erkend te worden moet een federatie van centra :

1. georganiseerd zijn als V.Z.W. of als een erkende vereniging;
2. over een structuur beschikken met het oog op een gemeenschappelijke actie van de centra die verenigd zijn in de voornoemde federatie. Deze actie oefent zich op de volgende vlakken uit :
 - a) vertegenwoordiging tegenover de overheidsdiensten;
 - b) actie ten aanzien van de publieke opinie;
 - c) ontwikkeling en bevordering van de actie van de centra die in de voornoemde federatie verenigd zijn;
 - d) de begeleiding en de permanente vorming van het personeel van de centra;
3. ten minste 10 % van de erkende centra verenigen.

Art. 15. De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 1985

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN